

**Audience publique du 19 mai 2021**

Recours formé par  
Monsieur ..., Findel  
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile  
en matière de rétention administrative (art. 120, L. 29.08.2008)

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 46010 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 mai 2021 par Maître Eric Says, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Nigéria), de nationalité nigérienne, actuellement retenu au Centre de rétention au Findel, tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 21 avril 2021 ordonnant son placement au Centre de rétention pour une durée d'un mois à partir de sa notification ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 14 mai 2021 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport à l'audience publique du 19 mai 2021, et vu les remarques écrites de Maître Eric Says du 18 mai 2021 et de Monsieur le délégué du gouvernement Laurent Thyès du 19 mai 2021, produites conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020, avant l'audience.

---

Il se dégage du dossier administratif et plus particulièrement du rapport de la police grand-ducale, commissariat de police ..., référencé sous le numéro ..., du 25 juillet 2018, qu'à cette même date, Monsieur ... fut appréhendé par les forces de l'ordre aux alentours du quartier de la gare à ..., alors que ces dernières effectuaient un contrôle de drogues dans le même secteur. A cette occasion, il s'avéra que Monsieur ... n'était pas en mesure de présenter des documents d'identité, mais qu'il était en possession d'une attestation de demande d'asile établie par les autorités françaises le 27 juin 2018 et valable jusqu'au 26 juillet 2018.

Il ressort d'un rapport de police, référencé sous le numéro ..., du 28 janvier 2020 que Monsieur ... fut appréhendé le même jour par les forces de l'ordre à la gare de ... à la suite d'un contrôle d'identité et qu'il était en possession d'une attestation de demande d'asile valable établie par les autorités françaises.

Par arrêté du 28 janvier 2020, notifié à l'intéressé le même jour, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », constata le séjour irrégulier

de Monsieur ... sur le territoire luxembourgeois, lui ordonna de quitter le territoire sans délai et lui interdit l'entrée sur le territoire pour une durée de trois ans.

Suivant un rapport de police du 12 juillet 2020, portant le numéro de référence ..., Monsieur ... fit de nouveau l'objet d'un contrôle de police. La recherche effectuée à cette occasion dans la base de données EURODAC pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, ci-après désigné par « le règlement Dublin III », révéla que Monsieur ... avait d'ores et déjà déposé deux demandes de protection internationale en France les 23 mai 2018 et 3 janvier 2020.

Il ressort du dossier administratif, et plus particulièrement d'un courrier électronique des autorités françaises du 13 juillet 2020, que la demande de protection internationale introduite par Monsieur ... le 3 janvier 2020 fut, à ce jour, toujours en examen par la France, alors que l'entretien à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) - qui aurait dû avoir lieu le 31 mars 2020 - fut reporté à une date « *non encore fixée* » du fait de la situation liée à la Covid-19.

Il ressort du dossier administratif, et plus particulièrement d'un relevé journalier du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) du 13 juillet 2020, que Monsieur ... fut placé, en date du même jour, en détention préventive pour infraction à la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

Le 27 juillet 2020, les autorités luxembourgeoises contactèrent leurs homologues français en vue de la reprise en charge de Monsieur ..., demande qui fut acceptée par ces derniers en date du 31 juillet 2020 sur base de l'article 20, paragraphe (5) du règlement Dublin III.

Par décision du 3 août 2020, notifiée le 5 août 2020, le ministre informa Monsieur ... de sa décision de le transférer vers la France.

Par courrier du 7 août 2020, les autorités luxembourgeoises informèrent leurs homologues français de la suspension temporaire du transfert de Monsieur ... sur base de l'article 29, paragraphes (1) et (2) du règlement Dublin III, au motif que celui-ci se trouvait en détention.

Par courrier du 7 décembre 2020, les autorités luxembourgeoises informèrent leurs homologues français de la suspension temporaire du transfert de Monsieur ... sur base de l'article 29, paragraphes (1) et (2) du règlement Dublin III jusqu'au 3 février 2022, au motif que celui-ci avait disparu.

Il se dégage d'un rapport de police du 14 janvier 2021, portant le numéro de référence ..., que Monsieur ... fut interpellé par la police grand-ducale, commissariat Luxembourg – groupe Gare, à la suite d'un contrôle effectué par la douane luxembourgeoise à bord d'un train reliant Rodange à Luxembourg lors duquel Monsieur ... n'était pas en mesure de présenter un document d'identité.

Il ressort d'un relevé journalier du CPL du 27 janvier 2021, que Monsieur ... fut placé, en date du même jour, en détention préventive pour infraction à la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

Il ressort d'un relevé journalier du CPL du 21 avril 2021 qu'à la même date Monsieur ... fut libéré du CPL.

Par un arrêté du 21 avril 2021, notifié à l'intéressé le même jour, le ministre pris à l'encontre de Monsieur ... une mesure de placement au Centre de rétention pour une durée d'un mois à compter de la notification de l'arrêté en question. Ledit arrêté est basé sur les motifs et considérations suivants :

*« [...] Vu les articles 111, 120 à 123 et 125 (1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;*

*Vu la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention ;*

*Vu ma décision de retour du 28 janvier 2020 ;*

*Vu ma décision de transfert du 3 août 2020 ;*

*Attendu que l'intéressé se trouvait en détention depuis le 27 janvier 2021 ;*

*Attendu que l'intéressé est démuné de tout document d'identité et de voyage valable ;*

*Attendu qu'il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé, alors qu'il ne dispose pas d'une adresse au Grand-Duché de Luxembourg ;*

*Attendu par conséquent que les mesures moins coercitives telles qu'elles sont prévues par l'article 125, paragraphe (1), points a), b) et c) de la loi modifiée du 29 août 2008 précitée ne sauraient être efficacement appliquées ;*

*Considérant que l'intéressé est signalé au système EURODAC comme ayant déposé deux demandes de protection internationale en France ;*

*Considérant qu'une demande de reprise en charge en vertu de l'article 20§5 du règlement (UE) n°604/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 a été adressé aux autorités françaises ;*

*Considérant que les autorités françaises ont marqué leur accord de reprise en charge ;*

*Considérant que le transfert immédiat de l'intéressé vers la France n'est pas possible ;*

*Considérant que l'exécution de la mesure d'éloignement est subordonnée au résultat de ces démarches [...] ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 mai 2021, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de l'arrêté ministériel précité du 21 avril 2021 ordonnant son placement en rétention pour une durée d'un mois.

Etant donné que l'article 123, paragraphe (1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, ci-après désignée par « la loi du 29 août 2008 », institue un recours de pleine juridiction contre une décision de rétention administrative, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal, lequel est encore recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Il n'y a partant pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de son recours, et après avoir exposé les faits et rétroactes à la base de la décision de placement en rétention litigieuse, Monsieur ... conclut à une violation de l'article 120 de la loi du 29 août 2008 en contestant tout risque de fuite dans son chef ou le fait qu'il empêcherait la préparation de son retour ou de la procédure d'éloignement. Il fait plus particulièrement valoir qu'il souhaiterait volontairement retourner en France, alors qu'il y disposerait le statut de demandeur de protection internationale.

A cela s'ajouterait qu'aucune proposition de retour ne lui aurait été faite, ni aucune date de son « *extradition* » ne lui aurait été proposé depuis le 21 avril 2021.

En affirmant encore que ni le manque de diligences du ministre ni l'absence de vols ne sauraient justifier son placement en rétention, le demandeur conclut à sa mise en liberté immédiate.

Le délégué du gouvernement conclut, pour sa part, au rejet du recours sous analyse pour n'être fondé dans aucun de ses moyens.

Aux termes de l'article 120, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008 : « *Afin de préparer l'exécution d'une mesure d'éloignement en application des articles 111, 116 à 118 [...], l'étranger peut, sur décision du ministre, être placé en rétention dans une structure fermée, à moins que d'autres mesures moins coercitives telles que prévues à l'article 125, paragraphe (1), ne puissent être efficacement appliquées. Une décision de placement en rétention est prise contre l'étranger en particulier s'il existe un risque de fuite ou si la personne concernée évite ou empêche la préparation du retour ou de la procédure d'éloignement. [...]* ».

Par ailleurs, en vertu de l'article 120, paragraphe (3) de la même loi : « *La durée de la rétention est fixée à un mois. La rétention ne peut être maintenue qu'aussi longtemps que le dispositif d'éloignement est en cours et exécuté avec toute la diligence requise. Elle peut être reconduite par le ministre à trois reprises, chaque fois pour la durée d'un mois si les conditions énoncées au paragraphe (1) qui précède sont réunies et qu'il est nécessaire de garantir que l'éloignement puisse être mené à bien.*

*Si, malgré les efforts employés, il est probable que l'opération d'éloignement dure plus longtemps en raison du manque de coopération de l'étranger ou des retards subis pour obtenir de pays tiers les documents nécessaires, la durée de la rétention peut être prolongée à deux reprises, à chaque fois pour un mois supplémentaire. ».*

L'article 120, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008 permet ainsi au ministre, afin de préparer l'exécution d'une mesure d'éloignement, de placer l'étranger concerné en rétention dans une structure fermée pour une durée maximale d'un mois, ceci plus particulièrement s'il existe un risque de fuite ou si la personne concernée évite ou empêche la préparation du retour ou de la procédure d'éloignement. En effet, la préparation de l'exécution d'une mesure d'éloignement nécessite notamment la mise à disposition de documents de voyage valables, lorsque l'intéressé ne dispose pas des documents requis pour permettre son éloignement et que des démarches doivent être entamées auprès d'autorités étrangères, notamment en vue de l'obtention d'un accord de reprise en charge de l'intéressé. Elle nécessite encore l'organisation matérielle du retour, en ce sens qu'un moyen de transport doit être choisi et que, le cas échéant, une escorte doit être organisée. C'est précisément afin de permettre à l'autorité compétente d'accomplir ces formalités que le législateur a prévu la

possibilité de placer un étranger en situation irrégulière en rétention pour une durée maximale d'un mois, mesure qui peut être prorogée par la suite.

En vertu de l'article 120, paragraphe (3) de la même loi, le maintien de la rétention est cependant conditionné par le fait que le dispositif d'éloignement soit en cours et soit exécuté avec toute la diligence requise, impliquant plus particulièrement que le ministre est dans l'obligation d'entreprendre toutes les démarches requises pour exécuter l'éloignement dans les meilleurs délais.

Le tribunal constate qu'en l'espèce, le demandeur se trouve en séjour irrégulier au Luxembourg, ayant notamment fait l'objet, en date du 28 janvier 2020, d'une décision de retour et d'une interdiction du territoire luxembourgeois pour une durée de trois ans, décisions qui, d'après les éléments soumis à l'appréciation du tribunal, n'ont pas fait l'objet d'un recours contentieux, de sorte à être coulées en force de chose décidée, qu'il n'est pas en possession d'un document d'identité et de voyage valables, ni d'un visa en cours de validité, ni d'une autorisation de séjour valable pour une durée supérieure à trois mois, ni encore d'une autorisation de travail et qu'il ne justifie ni l'objet et les conditions de son séjour envisagé, ni les ressources personnelles suffisantes, de sorte qu'en vertu de l'article 111, paragraphe (3), point c. de la loi du 29 août 2008, aux termes duquel le risque de fuite est présumé plus particulièrement si l'étranger ne remplit pas ou plus les conditions de l'article 34 de la même loi, le ministre pouvait *a priori* valablement, sur base de l'article 120, paragraphe (1), précité de la loi du 29 août 2008, placer le demandeur en rétention afin d'organiser son éloignement sans que le demandeur n'ait apporté le moindre élément permettant de renverser la présomption du risque de fuite dans son chef.

Cette conclusion n'est pas éternuée par l'affirmation du demandeur selon laquelle il souhaiterait retourner volontairement en France - pays dans lequel il aurait introduit une demande de protection internationale -, alors que cette volonté affichée de quitter le territoire luxembourgeois est justement de nature à conforter l'existence d'un risque de fuite dans son chef, étant précisé que le risque de fuite se définit comme risque de se soustraire à la mesure d'éloignement et non point comme le risque de quitter le territoire luxembourgeois.<sup>1</sup> D'ailleurs, il ressort du dossier administratif ainsi que des explications - non contestées - du délégué du gouvernement que l'attitude du demandeur qui a disparu après avoir été libéré une première fois du CPL en date du 2 décembre 2020, de sorte que les autorités luxembourgeoises ont dû temporairement suspendre le transfert de Monsieur ... sur base de l'article 29, paragraphes (1) et (2) du règlement Dublin III, traduit plutôt une volonté de se soustraire à une mesure d'éloignement que celle de collaborer avec les autorités.

Au vu de ces considérations, le moyen fondé sur une absence de risque de fuite encourt le rejet pour ne pas être fondé.

En ce qui concerne ensuite les diligences entreprises par le ministre pour procéder à l'éloignement du demandeur et ainsi écourter la durée de son placement en rétention, le tribunal doit, tout d'abord, relever, tel que soulevé à juste titre par le délégué du gouvernement, qu'en date du 27 juillet 2020, les autorités ministérielles luxembourgeoises se sont adressées aux autorités françaises, en vue de la reprise en charge de Monsieur ..., demande qui fut acceptée par ces dernières par courrier électronique du 3 août 2020 sur base de l'article 20, paragraphe (5) du règlement Dublin III. Le transfert n'a pas pu être exécuté en

---

<sup>1</sup> Trib. adm., 26 avril 2021, n°45904 du rôle, disponible sur [www.jurad.etat.lu](http://www.jurad.etat.lu).

raison de la détention du demandeur au CPL. Les autorités luxembourgeoises ont ainsi informé les autorités françaises de la suspension temporaire du transfert du demandeur sur base de l'article 29, paragraphes (1) et (2), du règlement Dublin III. Il se dégage ensuite du dossier administratif que ladite suspension a été prorogée jusqu'au 3 février 2022 en raison de la disparition du demandeur. Il se dégage des explications non contestées du délégué du gouvernement que Monsieur ... a été testé positif à la Covid-19 au moment de son entrée au Centre de rétention, test qui fut toujours positif en date du 7 mai 2021, état de fait qui explique que l'éloignement du demandeur n'a pas pu être effectué immédiatement. En outre, en date du 3 mai 2021, le service compétent du ministère a pris contact avec le Centre de rétention pour se renseigner sur la date à laquelle l'isolation de Monsieur ... prendra fin, afin d'organiser son transfert. Le même jour, le Centre de rétention a informé le service compétent du ministère que le test était toujours positif en date du 30 avril 2021, de sorte que son isolation avait été prolongée de 7 jours. En date du 12 mai 2021, le service compétent du ministère a recontacté le Centre de rétention afin de se renseigner si le demandeur était toujours positif suite à quoi le Centre de rétention a répondu que son dernier test du 7 mai 2021 avait toujours été positif, tout en l'informant que le médecin avait levé son isolation. Force est encore de constater qu'il se dégage des explications du délégué du gouvernement que le transfert de Monsieur ... sera organisé dès que celui-ci a reçu un résultat négatif au virus SARS-CoV-2.

Le tribunal est dès lors amené à retenir qu'en l'état actuel du dossier, les diligences entreprises jusqu'à présent sont à qualifier de suffisantes au regard des exigences posées par la loi, de sorte qu'il y a lieu de conclure que l'organisation de l'éloignement est en cours et est exécutée avec toute la diligence requise, sans qu'il ne puisse être retenu qu'il n'existerait pas de chances raisonnables de croire que ledit éloignement puisse être mené à bien. Les contestations afférentes du demandeur sont partant à rejeter comme étant non fondées

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent, et en l'absence d'autres moyens, le recours sous analyse est à rejeter pour ne pas être fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours principal en réformation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 19 mai 2021 par :

Annick Braun, vice-président,  
Alexandra Bochet, juge,  
Carine Reinesch, juge,

en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 19 mai 2021  
Le greffier du tribunal administratif